



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°140, 1980. pp. 51-59;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_140_1_2748

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

P. ALPHANDERY, R. BARCELO, P. BITOUN, Y. DUPONT, J. REMY, B. WOLFER (sous la direction de H. Nallet, J. Rémy, C. Servolin, B. Wolfer). — *Les formes de l'intensification en élevage bovin. Le cas du lait et des jeunes bovins*. INRA. Economie et sociologie rurales, Paris, mai 1980, 344 pages + annexes.

P. Alphandery, R. Barcelo, P. Bitoun, Y. Dupont, J. Rémy, B. Wolfer nous livrent une volumineuse étude sur les formes de l'intensification en élevage bovin. Ils retracent l'histoire de la naissance et de la mise en place de « modèles d'intensification ». Modèle désigne ici « une représentation avec des références concrètes de la façon la « meilleure » de produire du lait et de la viande afin de satisfaire à la fois les objectifs des producteurs et ceux de la société ». Il s'impose non seulement à la manière d'une sorte « d'idéal social », mais aussi (d'un ensemble) de règles, d'une loi de développement qui s'imposerait à tous, aussi bien à ceux qui peuvent l'appliquer qu'à ceux qui ne le peuvent pas ». Ce modèle enfin n'est pas sorti directement du cerveau des techniciens, mais a été élaboré progressivement par une couche de producteurs agricoles, pour devenir le modèle de développement prôné par les organisations professionnelles agricoles et les pouvoirs publics.

Intensification renvoie sans doute dans l'esprit des auteurs à une forme particulière d'accroissement de la productivité du travail qui conduirait à « définir des objectifs de productivité physique partielle, chacun d'eux ayant une relative indépendance : c'est ainsi que l'intensification en élevage passe par l'intensification fourragère (productivité fourragère/hectare), l'amélioration génétique (productivité/animal) » ; on pourrait ajouter à cette liste la construction de bâtiments d'élevage et l'acquisition de chaînes de récolte (productivité physique brute/travailleur).

Ces modèles d'intensification imposent donc un accroissement important du capital par travailleur.

Contrairement à ce que certains craignaient (et d'autres souhaitaient), ces modèles ne sont pas mis en place au sein d'unités de production capitalistes, et sont au contraire presque uniquement intégrés à des formes de production petite marchande (c'est-à-dire à des exploitations agricoles familiales). Pour P. Alphandery et al., la vanité de ces craintes ou de ces espoirs résulte de l'efficacité économique limitée à ce modèle, qui interdit de financer l'accumulation de capital nécessaire tout en assurant une rémunération de la force de travail conforme aux normes sociales en vigueur.

Mais à la différence de la forme capitaliste, l'exploitation familiale peut payer une main-d'œuvre qualifiée au niveau du SMIC, voire même en-dessous, sans supporter en outre de charges sociales importantes, et dans ces conditions consacrer l'essentiel de l'augmentation de revenu résultant de l'intensification au financement du capital nécessaire à la réalisation de celle-ci. Mieux, « c'est cette possibilité ouverte par l'intensification d'accroître la base de financement, qui pousse en particulier nombre de jeunes agriculteurs qui doivent racheter le capital d'exploitation, à entreprendre un processus d'intensification selon les modèles dominants ».

Mais ce mouvement ne doit pas faire illusion car il rend quand même de plus en plus difficile la « transmission des exploitations agricoles des parents aux enfants sous un régime de droit qui établit l'égalité des droits et admet difficilement la dévalorisation des biens » (lois des règlements successoraux).

P. Alphandery et al. sont aussi conduits à demander que « soient analysées les conditions d'une meilleure efficacité économique des productions bovines en s'affranchissant de l'hypothèse aujourd'hui obligatoire de la poursuite indéfinie de l'intensification. Cette demande apparaît d'autant plus légitime que les auteurs nous signalent l'existence en Bretagne de pro-

ducteurs laitiers qui, n'ayant pas adhéré aux modèles d'intensification proposés, prélèvent cependant « certains éléments techniques de ce modèle en pratiquant par exemple la sélection génétique qui leur permet de constituer un troupeau de vaches laitières très productives, mais sans opter pour un programme d'investissement lourd et un peu échelonné dans le temps. Ces exploitations produisent des combinaisons productives performantes tant au niveau de la productivité des facteurs que de leur revenu ».

Et ces exploitations ne constituent pas d'heureuses exceptions mais représentent selon les auteurs la moitié des unités de production bretonnes.

Or P. Alphanféry et al. n'ont malheureusement pas étudié ces exploitations. Ils ne connaissent leur existence qu'à travers le témoignage des agriculteurs ayant adopté voire promu le modèle d'intensification, et en obtiennent ainsi une image sans doute assez déformée. On s'étonnera en particulier des difficultés de reproduction que rencontreraient ces exploitations. Une question importante pour le propos des auteurs se pose. Ces producteurs qui ont accru la productivité du travail sans appliquer les modèles d'intensification, n'ont-ils pas cependant bénéficié, assez largement, des différentes aides distribuées par les pouvoirs publics ? N'adhèrent-ils pas, par exemple, généralement aux groupements de producteurs ? N'ont-ils pas souvent eu recours aux PSE (pour des montants réduits certes) ?

Mais que devient alors la notion de « modèle d'intensification » si la conduite de la politique agricole a effec-

tivement permis à la majorité des exploitations augmentant la productivité du travail de ne pas suivre ces « modèles » ? Ces derniers ne fonctionneraient-ils pas davantage dans le champ de l'idéologie que dans celui des pratiques sociales ?

Se pose alors la question du décalage entre le discours technique tenu par l'administration et les organisations professionnelles, discours où ces « modèles d'intensification » apparaissent comme la référence obligatoire, et la réalité des formes très diverses revêtues par l'accroissement de la productivité du travail : à quoi, à qui sert ce discours en partie mystificateur ? Quelles obscures raisons poussent les forces qui organisent le développement de la productivité à méconnaître la réalité de leur action ?

Les auteurs laissent ces questions sans réponse. Ils ne les posent même pas explicitement, faute, me semble-t-il, d'avoir opéré une distinction suffisamment nette entre le discours sur le mouvement de développement de la productivité et le mouvement lui-même.

Mais l'utilité d'une étude se juge moins aux réponses qu'elle prétend apporter, qu'aux questions qu'elle suscite chez le lecteur. Le volumineux rapport de recherches de P. Alphanféry et al. qui aurait sans doute gagné à être plus condensé, me semble devoir intéresser tous ceux qui s'interrogent à propos de l'évolution récente des formes de production en agriculture.

(Michel BLANC)

Agricultures en question. Cahiers du CNEEJA, n° 2. - - (BP 47, 38040 Grenoble Cedex), 135 pages.

Le Centre national d'études économiques et juridiques agricoles a eu l'heureuse idée de rassembler périodiquement dans une brochure, le texte de conférences faites par des chercheurs de l'INRA et de l'IREP à l'occasion de sessions de formation pour les agriculteurs. La périodicité de cette publication semble annuelle.

Le CNEEJA nous livre ainsi aujourd'hui le numéro 2 d'*Agricultures en question* qui réunit dix textes courts : le plus long ne dépasse pas trente pages. Ils sont tous d'une lecture facile en dépit de quelques coquilles qui trahissent sans doute une relecture trop rapide de certaines épreuves.

Leur intérêt et leur valeur me semblent inégales. Quatre contributions à mon sens émergent de l'ensemble et stimulent la réflexion du lecteur.

A. MOLLARD, nous propose une analyse de la crise économique et de son impact sur l'agriculture. Rejetant les fausses explications et dénonçant en particulier la confusion entre crise économique et crise énergétique, il démontre de manière convaincante que l'ensemble des mécanismes qui ont permis la forte

croissance des économies occidentales depuis la seconde guerre mondiale, se sont progressivement enrayés à partir du milieu des années 60, par le développement de contradictions qui sous-tendaient leur fonctionnement. En particulier, l'internationalisation de la production et du capital a rendu inapplicables les recettes keynesiennes puisque les principales entreprises ont cessé d'être les « sujets » de tel ou tel Etat. La régulation de l'économie par l'appareil d'Etat est aussi devenu au fil des années de plus en plus inopérante.

La crise a touché assez tard l'agriculture. Elle s'est transmise à ce secteur principalement grâce à l'inflation qui apparaît non seulement comme le moyen de maintenir globalement les profits, mais aussi comme l'instrument de modification des hiérarchies de prix au sein de l'économie globale. En même temps, la place de l'agriculture dans le système économique se modifie. Les débouchés qu'elle offre aux industries d'amont se tarissent, son rôle de réservoir de main-d'œuvre pour l'industrie s'estompe quand le chômage monte, la part de la production agricole dans les dépenses des ménages décline, le flux des capitaux de l'agriculture vers les autres secteurs par le biais des rachats de terre et du paiement des soultes ne va-t-il pas se tarir lui aussi, si le fermage comme le souhaite explicitement la loi d'orientation se développe ?

Au total l'Agriculture grâce au mécanisme de la hausse inégale des prix qui accompagne l'inflation, aurait pour rôle essentiel de fournir à l'ensemble des autres secteurs une part croissante de la valeur qu'elle crée : bien entendu la rentabilité des capitaux investis dans l'agriculture s'en trouve réduite, renforçant encore le caractère paysan de cette activité. Mais simultanément, la diversité des situations parmi les agriculteurs s'élargit.

D. PERRAUD, en une dizaine de pages, précise les enjeux du débat laitier européen. Après avoir clairement défini la différence entre quantum et quota, il montre comment les quotas de production, proposés par certains comme solution aux excédents, ne sont finalement rien d'autre qu'une forme socialement acceptable de la baisse du prix du lait. Tout comme cette dernière, ils figeraient la situation actuelle et profiteraient surtout aux producteurs les plus importants : ceux qui ont très fortement intensifié la production et ont atteint des tailles d'étables leur permettant d'amortir aisément leurs investissements. Inversement, les régions défavorisées où il n'y a pas d'alternative à la production de lait, verraient leurs efforts pour tirer un meilleur parti de leurs ressources fourragères, réduits à néant.

Y. GAUTRONNEAU. B. FABRE et Y. LE PAPE présentent une étude modeste faite dans 6 exploita-

tions pratiquant l'agriculture biologique. Cet article court démontre très concrètement tout le parti que l'on peut tirer de quelques monographies d'exploitation quand elles sont faites intelligemment. Paradoxalement, le danger le plus grave qui guette l'agriculture biologique, est l'adoption de certaines de ses méthodes par l'agriculture «classique».

F. PERNET, enfin, observe le développement de stratégies de résistance paysanne devant la crise économique ; accroissement de l'autoconsommation et de l'autofourniture, substitution du travail au capital, reconquête de certaines activités autrefois abandonnées aux IAA et à la grande distribution, autant de phénomènes qui accompagnent une diversification des productions. Mais certaines coopératives ne vont-elles pas se trouver en difficulté si cessant de maîtriser l'élimination de leurs petits adhérents, elles voient la masse de ceux-ci les abandonner pour écouler directement leurs productions ?

Peuvent-elles s'adapter à cette nouvelle situation en réorientant leur activité de manière à fournir des services de nature à aider les agriculteurs à développer ces stratégies de résistance ? Le débat apparaît largement ouvert.

(Michel BLANC)

DIVERS AUTEURS — Enjeux agricoles. In : *Recherches Economiques et Sociales*, juillet 1979.

Renouant avec une tradition illustrée par plusieurs grandes revues économiques vers 1965-70, la revue du CORDES (Comité d'Organisation des Recherches appliquées sur le Développement Economique et Social), une filiale du Commissariat général du Plan, publie un important numéro consacré à la présentation de dix recherches d'économie ou de sociologie rurales.

Les critères de sélection de ces dix travaux ne paraissent pas clairement à la lumière d'un très court texte de présentation de Jean Pluinage. Il ne s'agit pas de recherches financées par le CORDES ; trois d'entre elles seulement semblent dans ce cas. Il ne s'agit pas de recherches inédites ; plusieurs des travaux présentés ont donné lieu à des rapports imprimés ou articles de revues. Il n'est pas attribué aux recherches INRA une position exclusive ; trois des auteurs ou équipes d'auteurs n'en font pas partie.

Faut-il plutôt penser que ce sont les recherches qui guideront le plus le Plan qui ont été sélectionnées ? Cette hypothèse, raisonnable pour certains des rapports qui concernent des problèmes importants comme l'aviculture, ou les groupements de producteurs de porcs, ou certaines zones défavorisées comme la Causse Méjean est infirmée par le caractère très monographique ou marginal des études sur le village de Ceillac, ou le fromage de Saint-Nectaire ou l'agriculture dite biologique...

Abandonnons donc cette recherche de la logique dans la sélection des travaux pour souligner l'originalité et l'intérêt de la méthode de présentation choisie.

En effet, chaque rapport, d'une longueur de l'ordre d'une vingtaine de pages (nettement moins dans le cas du Saint-Nectaire), devait être suivi d'un commentaire critique intitulé «lecture» présenté par un spécialiste du sujet - probablement choisi en raison du fait qu'il connaît le sujet mais l'envisage d'un autre point de vue. Cette «lecture» étant suivie d'une «réponse de l'auteur».

L'idée est bonne. Mais la réalisation s'est heurtée, il semble, à divers obstacles. Ainsi le rapport de F. Bel et A. Mollard n'est pas discuté. Par suite du manque de ponctualité de P. Coulomb, H. Nallet et C. Servolin, la lecture de F. Clerc a porté sur un document des mêmes auteurs et sur le même sujet (l'élaboration de la politique agricole) mais de 200 pages alors que leur article, pour la revue faisant l'objet du présent compte rendu, en compte quinze seulement. Cela diminue l'intérêt de l'exercice.

Plus grave - car non annoncée au lecteur - est la question de la critique, par Bernard Lambert, de la remarquable étude sur l'évolution de l'aviculture de Pierre Saunier et Bernard Schaller. En effet, le secrétariat de la revue de CORDES a présenté aux auteurs une «lecture», par le leader paysan, de leur travail ; conformément à la règle du jeu, ils y ont répondu, mais le CORDES a fortement modifié et adouci le texte de B. Lambert avant de le publier. La «réponse des auteurs» apparaît, du fait de cette entourloupette, mal adaptée à la «lecture» de B. Lambert.

Le système de présentation critique adopté suppose, pour qu'il fonctionne bien, le respect, par la rédaction et par les auteurs, d'une stricte déontologie. L'un des éléments de celle-ci est la concision. Quand Y. Le Pape consacre une partie des 13 pages de sa «lecture» à reprendre des idées clairement exprimées par Mme J.M. Viel dans son rapport de 16 pages, n'y a-t-il pas un manque de respect pour le lecteur ?

Ceci posé, l'idée de la critique écrite est bonne. Nos débats scientifiques sont beaucoup trop feutrés - ou absents par refus de certains de rencontrer ceux de leurs collègues, qui ont l'audace de ne pas croire comme eux. Alors tout ce qui les anime est positif.

Tout en reconnaissant le caractère très subjectif de cette sélection, quatre des dix recherches présentées seront commentées.

L'analyse de P. Saunier et B. Schaller sur la filière volaille de chair est une synthèse de leur très importante recherche sur «l'aviculture française 20 ans après». La synthèse des données concrètes est considérable ; les enseignements théoriques peut-être plus significatifs encore - étant bien entendu que les deux aspects s'étaient mutuellement. En simplifiant très abusivement l'analyse nuancée des auteurs, il est possible de la résumer en deux phrases : l'évolution récente de l'aviculture française ... s'accorde mal avec ce qui avait été annoncé il y a 20 ans par les tenants de la «conception moderniste dominante» et qui devait s'articuler autour des idées d'industrialisation, de domination par des IAA très concentrées, d'intégration verticale, de perte d'autonomie des agriculteurs, de spécialisation des exploitations. Ce qui apparaît, au contraire, c'est que la «révolution avicole» a débouché sur une spécialisation limitée des exploitations, une contractualisation «souple» des aviculteurs (souplesse répondant, au demeurant, aux intérêts des firmes), un nombre élevé d'entreprises au lieu de l'extrême spécialisation, de l'intégration, et de la concentration qui pouvaient être envisagées.

La «lecture» de Bernard Lambert est agressive, même après avoir été fortement édulcorée par la rédaction ainsi qu'il a été indiqué plus haut. Il prétend que les auteurs veulent «masquer les conditions de vie et de travail des paysans» (p. 32) et que «les chercheurs qui présentent ce type d'analyses font selon moi le jeu des forces économiques et politiques dominantes» (p. 36). Il me semble que les auteurs répliquent fort bien à ce genre de critiques et qu'ils recentrent dans la réponse le débat que B. Lambert tend, à plusieurs reprises, à élargir excessivement (entre autres quand il évoque la crise de l'énergie).

Le thème de D. Aubert et G. Debailleul, les groupements de producteurs de porcs, est lui aussi important mais leurs raisonnements me semblent moins serrés que ceux de leurs collègues étudiant l'aviculture - et leur rédaction est plus floue. Pourtant leur typologie des groupements est fort intéressante. Leur rapport conduit à un débat clair avec leur «lecteur», C. Allo, un praticien de la coopération.

Ce débat porte surtout sur le degré d'autonomie dont les groupements de producteurs disposent, dans l'en-

semble de la filière, par rapport aux autres agents qui la composent. D. Aubert et G. Debailleul considèrent qu'il y a de larges éléments de consensus le long de la filière et que les groupements servent en partie à imposer à leurs membres une certaine logique d'organisation dominante, tant en matière de schéma technique que d'acceptation de certains prix. C. Allo souligne au contraire le rôle technique original des groupements (par exemple en matière génétique) et leur action de moralisation des opérations de formation des prix payés aux producteurs. Cette divergence de vue est importante et semble pouvoir conduire à une synthèse provisoire : le long d'une filière, il y a, à la fois, des conflits et contradictions d'intérêts (en particulier, c'est évident, sur les prix de cession) mais aussi de convergences d'intérêts (par exemple vis à vis des consommateurs, des concurrents d'autres régions ou pays...). Mais il apparaît que les conflits et débats sont devenus plus sérieux. Grâce à la concentration de la production et à l'éducation et l'information qui l'accompagnent, les modalités de la formation des prix et donc du partage des gains de productivité le long de la filière ont changé. Il n'est plus question de petites ou grosses malhonnêtetés, de «coups» à réaliser mais de rapports de forces, de relations d'affaires sans concessions certes mais entre partenaires adultes et conscients.

L'étude de G. Bazin sur le fromage de Saint-Nectaire concerne un sujet d'ampleur réduite mais, grâce aux remarques de P. Mathal, il est fort judicieusement élargi. Vers 1963, des industriels laitiers ont obtenu l'autorisation de fabriquer du fromage bénéficiant de l'appellation d'origine Saint-Nectaire, qui, auparavant, ne pouvait être fait qu'avec du lait «caillé aussitôt après la traite avant même qu'il ne soit refroidi» - c'est-à-dire par les agriculteurs eux-mêmes. De ce fait les industriels (groupe coopératif Riche-Monts surtout) bénéficient d'une large part de la valeur ajoutée par la transformation du lait en fromage, alors qu'antérieurement cette valeur ajoutée restait entre les mains des producteurs de lait.

Mais les observations de P. Mathal conduisent à tempérer cette analyse très pessimiste. L'industrialisation a permis de tripler la production et «n'a rien retiré aux exploitants qui ont continué à faire du Saint-Nectaire fermier : le marché n'a pas été «cassé» par l'afflux de production» (p. 169). P. Mathal insiste aussi sur les problèmes de la pénibilité du travail de fabrication du fromage. Puis il élargit sa critique en montrant les complexités de la croissance de l'industrie laitière, la logique des appellations d'origine, les ambiguïtés de la lutte pour le «droit de produire». Sa contribution est très riche.

Le travail d'André Brun et ses collègues (l'un deux J.P. Chassany voit d'ailleurs son nom gratifié d'un G intempestif) sur le Causse Méjean (ou Méjan, les deux orthographes existent) est une monographie agro-économique d'une petite région peu productive, mais sert de point de départ pour les réflexions d'ensemble sur l'utilisation des régions à faible potentiel.

Les auteurs montrent que, malgré les prévisions pessimistes de géographes, de démographes et d'écono-

mistes agrarianistes brandissant l'épouvantail de la «désertification», une région à très faible densité de population (1,4 habitant par km²) semble trouver un équilibre économique et social. Mais les auteurs, et plus encore leur «lecteur», P. Evrard, montrent bien certains éléments de fragilité du système caussenard.

Il faut aussi faire quelques remarques sur la présentation matérielle du document. Je n'arrive pas à comprendre comment, en trois pages de présentation, J. Pluinage réussit à écorcher trois noms de chercheurs INRA. La hiérarchie des titres de certains articles est parfois inconsiderée ou illogique. Ainsi, Hassan et Viau font précéder quatre lignes de texte d'un titre en majuscules ! La typographie de l'ouvrage est médiocre. Les fautes d'impression et d'orthographe, les erreurs dans les noms propres sont nombreuses ; des tableaux sont mal présentés. Finalement, il faut protester contre le fait que certains auteurs procèdent par voie d'affirmation. La palme des erreurs ou affirmations dogmatiques ou discutables revient à Bel et Mollard.

«La sécheresse de 1976, par exemple, a affecté plus fortement les systèmes de production industrialisés et spécialisés que les autres» (p. 195). Par exemple, les agriculteurs qui pratiquent cette forme «d'industrialisation» qu'est l'irrigation !

«La course au rendement... développe des emblavements de céréales plus fragiles et de valeur nutritive médiocre» (p. 197). Au contraire, les variétés les plus récentes ont une résistance élevée (par des moyens biologiques réduisant les traitements chimiques) à de nombreuses maladies, leur teneur en protéines est accrue ; la valeur boulangère des blés panifiables français est en nette croissance depuis trente ans.

Pour prouver que : «les coûts économiques et sociaux qu'engendrent la destruction ou l'amputation du patrimoine biologique ou génétique de l'agriculture... sont le plus souvent supportés par l'Etat ou les collectivités publiques», Bel et Mollard donnent l'argument suivant : «des agriculteurs de Picardie font prendre en charge par les services de développement *l'étude* de la perte des sols en teneur humique» (souligné par nous) (p. 210). Tout commentaire serait superflu.

(Denis BERGMANN)

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La sélection présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA (*).

Les articles et ouvrages sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|--|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 14. Démographie. |
| 2. Economie générale. | 15. Histoire. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 16. Croissance et développement. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 17. Planification. |
| 5. Offre agricole. | 18. Investissements - Financement. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 19. Politique agricole. |
| 7. Commercialisation. | 20. Marché commun. |
| 8. Prix et revenus. | 21. Commerce international. |
| 9. Coopération. | 22. Agricultures étrangères. |
| 10. Organisations professionnelles. | 23. Etudes par produit. |
| 11. Structures. | 24. Aménagement - Environnement. |
| 12. Institutions - Législation. | 25. Industries agro-alimentaires. |
| 13. Sociologie. | |
-

1. Recherche - Enseignement

SCHUH G.E., TOLLINI H. -- Costs and benefits of agricultural research : the state of the arts. Washington, world Bank Staff Working Paper (360) oct. 1979, 70 p. réf. bibl.

2. Economie générale.

INTERFUTURS. — Face aux futurs. Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible par J. Lesourne, W. Michalski, M. Sadamoto, D. Norse, D. Malkin et C. Comeliau. Paris, OCDE, 1979. VI-451 p., tabl.

MILLERON J.C., GUESNERIE R., CREMIEUX M.F. Rapp. Calcul économique et décisions publiques. Paris, Documentation française, 1979. 159 p. (Coll. Economie et planification).

3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

JENSON E.A., PIEDRAHITA A. — A note to explain the correct use of the Rand quadratic programming program : an illustration of farm planning under risk. *Canad. J. agric. Econ.* 27 (2) juil. 1979, pp. 61-69.

4. Statistique, méthode et enquêtes.

LEGRIS B. — La consommation d'énergie de l'agriculture en 1977. *Coll. Statist. agric. Etude* (180) déc. 1979, 92 p., tabl., cartes.

Résultats nationaux et régionaux de l'Enquête Energie qui a été réalisée par les Services Statistiques du Ministère de l'Agriculture au cours du 1er trimestre 1978. Cette enquête porte sur les consommations d'énergie par produit consommé et par utilisation durant l'année 1977. 1) de l'ensemble de l'agriculture. 2) des seules exploitations agricoles.

(*) INRA-Economie, 6, passage Tenaille, 75014 Paris. Tél. : 542-46-60.

6. Débouchés - Consommation

OCDE. — Direction de l'Alimentaire, de l'agriculture et des pêcheries. Séminaire. Paris, 2-4 juillet 1979. Evolution récente des prix et des marges des produits alimentaires dans les pays de l'OCDE. Paris, Secrétariat de l'OCDE, 81 pp., tabl.

Ce document répond à deux objectifs principaux :
- analyser le rôle des prix des produits alimentaires à la consommation dans le mouvement général des prix dans les pays membres entre 1970 et 1978 et mettre en évidence les facteurs qui influent sur les mouvements des prix alimentaires.
- Evaluer le rôle des prix agricoles et du coût des services de commercialisation - ou « marge de commercialisation » dans la détermination des prix alimentaires et la consommation et mettre en évidence les causes des mouvements de ces deux éléments au cours de la période 1970-1978.

8. Prix et revenus

ATTONATY J.M. — Analyse comparative des situations technico-économiques de quelques exploitations laitières aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France. *Fourrages* (77) mars 1979, pp. 87-98, tabl., graph.

Les différences de revenu constatées dans les diverses exploitations analysées tiennent : 1) au prix de vente et au prix des approvisionnements en lait. 2) aux différences de productivité (de la terre et de main-d'œuvre).

9. Coopération.

VIENNEY C. — Socio-économie des organisations coopératives. T.I. : Formation et transformations des institutions du secteur coopératif français. Ed. CIEM, 1980, 250 p., 30 tabl.

Comparaison des organisations coopératives fonctionnant dans des contextes socio-économiques différents.

La formation et les transformations des institutions du secteur coopératif français sont étudiées par sous-secteur. Chapitre III : Les coopératives d'agriculteurs.

11. Structures.

BERGMANN D., Rapp. — Les facteurs qui influencent la propriété, l'affermage, la mobilité et l'utilisation des terres agricoles. Rapport final pour la France. Paris, INRA Econ. et Sociol. rur., août 1979, IV, 224 p., tabl., réf. bibl., cartes.
(Etude P206 de la Commission des CE).

Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles en 1975. - Luxembourg Office des Publications officiels des CE, 1979. - 6 vol., 141 + 143 + 233 + 237 + 237 + 367 p., tabl.

I. Introduction et bases méthodologiques.

II. Principaux résultats.

III. Inventaire des résultats par classes de grandeur des exploitations.

IV. Distributions de fréquence des résultats sélectionnés (Distributions générales, Temps de travail de l'exploitant, Main-d'œuvre, tracteurs, mode de faire valoir).

V. Id (Utilisation du sol).

VI. Id (Elevage des animaux).

12. Institutions. Législation.

BONISSOL G. — Les transmissions successorales des exploitations agricoles en Allemagne, Angleterre et France. Paris, Agra Europe, 1980, 41 p.

L'objet de cette étude est de mettre en lumière les orientations prises par la RFA, l'Angleterre et la France du point de vue des dévolutions successorales, les disparités de situations pouvant être, du fait de l'ouverture des frontières européennes, désavantageuses pour les agriculteurs français.

13. Sociologie

JEGOUZO G., BRANGEON J.L., POUPA J.C., ROZE B. — Travail et santé des agriculteurs et agricultrices, une étude exploratoire en zone d'élevage. Rennes INRA Econ. et Sociol. rur., mars 1980. 229 p., cartes.

MARESCA S. — Grandeur et permanence des grandes familles paysannes. L'essor des organisations agricoles en Meurthe-et-Moselle. *Actes de la Recherche* (31), janv. 1980, pp. 35-61, graph., tabl., carte.

Etude synchronique des dirigeants paysans de Meurthe-et-Moselle en utilisant la méthode ethno-biographique. Le rôle de la JAC dans la formation et promotion d'une bourgeoisie paysanne. La part de cette élite dans la création et le développement des O.P.A. régionales.

14. Démographie.

PHARO P., SIMULA P. — Les emplois de la production agricole : les exploitants familiaux. Paris, CEREQ, juil. 1979, 135 p., tabl.

Publication faisant partie de l'Enquête sur la Qualification Professionnelle en Agriculture, entreprise par l'APCA avec la participation du CEREQ et celle de l'INRA. L'étude s'appuie sur 86 enquêtes détaillées auprès d'exploitations de dimensions variables et localisées dans 4 régions technico-économiques contrastées (Béarn, Champagne, Corrèze, Bas-Léon).

15. Histoire

BOUSSARD I. — Vichy et la Corporation paysanne. Préf. de R. Rémond. Paris : Presse de la FNSP, 1980, 415 p., ill., annexe, index.

16. Croissance et développement.

FAO Rome. — Rapport et perspectives sur les produits 1979-1980. Rome, 1979, 181 p., tabl., graph. (Coll. Développement économique et social, 17).

19. Politique agricole.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. Genève. La réforme agraire et l'emploi. - VI - 209 p. Recueil d'études régionales et nationales précédées d'une introduction de M.-J. Sternberg.

20. Marché commun.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. Bruxelles. — Division : Analyse de la situation des exploitations agricoles - Information agricole - Réseau d'information comptable agricole de la CEE Résultats 1977. Oct. 1979. - 261 p., tab.

Evolutions dans l'agriculture européenne : Production, revenus et prix, échanges. - *Cah. BAC* (80/1) mai 1980, 77 p., tabl., graph., cartes.

Un bilan sur les 20 dernières années, des principales évolutions à moyen et long terme survenues dans l'agriculture européenne au niveau de la production, des prix et des revenus et du commerce extérieur.

Evolutions dans l'agriculture européenne : production, revenus et prix, échanges. *Cah. BAC* (80/1), mai 1980, 77 p., tabl., graph., cartes.

Un bilan sur les 20 dernières années, des principales évolutions à moyen et long terme survenues dans l'agriculture européenne au niveau de la production, des prix et des revenus et du commerce extérieur.

Prix agricoles et coûts de production en France et dans les pays de la CEE. *Cah. stat. agric.* (49) nov.-déc. 1979, pp. 69-76, tabl., graph.

Fondée sur les statistiques communautaires récentes et comparables, cette étude mesure de manière concrète et objective l'ampleur exacte des différences qui peuvent exister entre les pouvoirs d'achat des principales productions agricoles dans les divers pays européens.

21. Commerce international.

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE. Genève. — Le commerce international en 1978/79. Genève, 1979. - VIII - 202 p. + tabl.

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR. Direction des produits agro-alimentaires. - Commerce extérieur français de produits agricoles et alimentaires, premier bilan pour 1979. - Paris, fév. 1980. - 160 p. tabl. (Dossiers de la DPA série « produits-pays »).

Bilan général des échanges français. Analyse géographique. Fiches par pays.

Spécial commerce international. — *Coopération Distribution Consommation* (5) mai 1980, 40 pp., tabl. - Vers de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs ? p. 3 - Les coopératives de consommation dans le commerce international : l'expérience d'intercoop p. 7. - Consumérisme et produits étrangers p. 17 - Le développement international des coopératives agricoles p. 25. - Les consommateurs français et les produits étrangers p. 31.

22. Agricultures étrangères.

BOURRINET J. — Salaires et revenus des travailleurs agricoles en Tunisie et en Algérie. - Genève, BIT, 1975. - 144 p., tabl., graph.

CARTER H.O., JOHNSTON W.E. — Some forces affecting the changing structure, organization, and Control of American agriculture. *Amer. J. agric. Econ.* 60 (5) déc. 1978, pp. 738, réf. bibl., tabl., Grandes lignes de l'évolution de l'agriculture américaine depuis le début du siècle.

La Ricerca in agricoltura, Atti del XV Convegno di Studi della Società Italiana di Economia agraria. *Riv. Econ. agrár.* 34 (1) mars 1979, pp. 1-228.

ROUX B. — Les transformations actuelles de l'agriculture portugaise. Les nouvelles unités de production de la réforme agraire. - Paris, INRA Lab. de Rech. des Chaires Economie, Planification et sociologie rurales de l'INAPG, sept. 1979. 84 p. (CNRS, RCP 469), tabl.

STANTON B.F. — Perspective on farm size. *Amer. J. agric. Econ.* 60 (5) déc. 1978, pp. 727-737, réf. bibl.

VAN HAEPEREN J.M. — La double activité dans l'agriculture belge : évolution, analyse, importance.

Cahiers IEA (211/RR. 173) janv. 1980, 62 p., tabl., graph.

A partir des données des recensements, cette étude analyse le phénomène de la double activité dans l'agriculture belge et tente de répondre à un certain nombre de questions : qui sont ces producteurs ? Comment a évolué leur nombre ? Que produisent-ils ? Quelle est leur contribution à la production agricole nationale ?

23. Etudes par produit.

BOULET D., CORDONNIER R., GAUFRES M., MONTAIGNE E., SALGUE M. — Crise viticole et innovation. Une étude sur les produits nouveaux à base de raisin. — Montpellier, Fédération Régionale des Coopératives agricoles du Languedoc-Roussillon et ENSA-INRA *Econ. rur.* juin 1980. - VIII - 147 p., tabl., graph.

Contexte général en France de la production, de la distribution et de la consommation de produit nouveau à base de raisin et analyse du processus d'innovation appliqué à ce produit. Raisons technologiques institutionnelles et économiques freinant les innovations ou la diversification dans le secteur vinicole composante de l'agro-alimentation. En annexe inventaire sous forme de fiches technico-économiques des boissons à base de raisin. Analyse de la consommation alimentaire avec éclairage sur l'évolution de la consommation des boissons en longue période. Recherche de la place éventuelle sur le marché des produits nouveaux à base de raisin en présence des boissons concurrentes non alcoolisées, ou faiblement alcoolisées.

Fish farming. *Food policy* 4 (3) août 1979, pp. 178-217 (4 articles).

Etudes de l'aquaculture en Grande-Bretagne, en Europe, aux Etats-Unis. Données chiffrées, perspectives, problèmes juridiques, espèces exploitées, marché. Les besoins énergétiques de l'aquaculture mécanisée.

24. Aménagement. Environnement.

RAVIGNAN F. (de), Le pays dépaycé. *Econ. et Humanisme* (252) mars-avr. 1980, pp. 82-85.

Une critique de la politique agricole menée depuis 20 ans dans les zones défavorisées, politique qui ne tient compte ni des problèmes écologiques ni des potentialités régionales. Un exemple de région qui se désertifie : le canton de Vaour (Tarn).

SHARP B.M.H., BROMLEY D.W. — Agricultural pollution : the economics of coordination. - *Amer J. agric. Econ.* 61 (4) nov. 1979, pp. 591-600, graph., réf. bibl.

Les obstacles institutionnels à la réduction de la population par l'agriculture aux Etats-Unis. Le partage des coûts comme encouragement à de meilleures pratiques. Rôle des agences chargées de déterminer la répartition des coûts. Investissements en dehors de l'exploitation comme possibilité d'action.